

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 21/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORGANOTECHNIE**

27 AVENUE JEAN MERMOZ  
93120 La Courneuve

Code AIOT : 0007402276

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2023 dans l'établissement ORGANOTECHNIE implanté 27 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve. L'inspection a été annoncée le 10/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La dernière visite réalisée en 2021, dans le cadre d'une plainte, a mis en évidence des problématiques de nuisances notamment olfactives et sonores. Par ailleurs, un contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé en 2022 à la demande de l'administration a mis en évidence des écarts réglementaires sur certains des paramètres mesurés. Pour ces raisons, il a été décidé de programmer une nouvelle visite sur site en 2023, afin de suivre l'avancement de ces différents sujets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORGANOTECHNIE
- 27 AVENUE JEAN MERMOZ 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007402276
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ORGANOTECHNIE est spécialisée dans la production de matières premières à partir de sous-produits animaux et de farines végétales : des péptones sous forme de poudres (hydrolysats de protéines animales et végétales) pour la microbiologie industrielle (85 % des tonnages de production), et du pidolate de magnésium (PCMg, principe actif sous forme de poudre) pour

l'industrie pharmaceutique (15 % des tonnages de production).

Les installations comportent des magasins de stockage, des laboratoires, des ateliers de production et de séchage, des locaux administratifs, des locaux techniques (chaudières, groupes froids, fosses de décantation), une zone de stockage de déchets, ainsi qu'en fond de parcelle une zone bétonnée destinée au stationnement et une petite zone en friche.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la dernière visite,
- surveillance des rejets aqueux,
- surveillance des rejets atmosphériques,
- sécheresse.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Suites de la dernière visite : nuisances odeurs	Lettre préfectorale du 29/10/2021, al. 4	Lettre de suite préfectorale	4 mois
3	Suites de la dernière visite : porter à connaissance	Lettre préfectorale du 29/10/2021, al. 5	Lettre de suite préfectorale	4 mois
4	Rejets aqueux : fréquence de mesure	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.5.2	Lettre de suite préfectorale	4 mois
5	Rejets aqueux : valeurs limite d'émission	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.4.2.2	Lettre de suite préfectorale	4 mois
6	Rejets atmosphériques : atomiseurs	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.2.5	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

#### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de la dernière visite : nuisances sonores	Lettre préfectorale du 29/10/2021, al. 2 et 3	Sans objet
7	Sécheresse : consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.1.1.1	Sans objet
8	Sécheresse : mesures générales	Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.1.1.2	Sans objet

#### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite réalisée sur le site Organotechnie a permis de constater **plusieurs non-conformités**. Lors des échanges, l'exploitant s'est montré conscient des écarts existants et a assuré de sa volonté à y remédier dans les meilleurs délais possibles.

Depuis la dernière visite, les problématiques de bruit ont trouvé une réponse **satisfaisante** (installation de matériels adéquats et mesures conformes). Il est attendu de l'exploitant des actions rapides et efficaces sur les rejets aqueux et atmosphériques, afin de garantir le respect des prescriptions applicables à l'installation.

Au vu des constats faits lors de cette visite, une visite sera à nouveau programmée dans les prochains mois afin de suivre l'avancement de ces sujets.

#### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Suites de la dernière visite : nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre préfectorale du 29/10/2021, al. 2 et 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit des atomiseurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Justifier de la mise en œuvre des dispositions pour respecter les valeurs d'émissions sonores réglementaires tels que caisson d'insonorisation, silencieux, ou autres dispositifs selon les dispositions des conditions 7-1 et 7-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 septembre 2020 ;</li> <li>- Faire réaliser une mesure des émissions sonores par un organisme qualifié, et transmettre les résultats des mesures réalisées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration tel que le prévoit l'article 7.2.3 de l'arrêté précité, notamment en cas de plainte pour nuisances sonores. Des mesures de niveaux sonores et vibrations devront être réalisées au niveau des habitations de l'avenue Waldeck Rochet.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Après essais de mise en place de caissons anti-bruit en 2021, cette solution a été abandonnée au profit de silencieux. L'exploitant indique lors de la visite que ces équipements donnent satisfaction, ce qui doit être vérifié par des mesures.</p> <p>Une étude de mesures de bruit a été faite en avril 2023, par la société Delhom acoustique. Le rapport de mesures a été transmis à l'inspection en mai 2023. <b>Toutes les mesures sont conformes.</b></p> <p>Ce point n'appelle donc pas de suites de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Suites de la dernière visite : nuisances odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre préfectorale du 29/10/2021, al. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Réaliser une étude de dispersion ou, sur la base de l'identification des sources potentielles d'émission, justifier, quelle que soit la hauteur d'émission, de concentrations d'odeurs qui ne dépassent pas 1000 uoE/m<sup>3</sup> par source. La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion seront justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvres seront décrites conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 12 février 2003.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait intervenir la société Odournet pour une étude sur les flux odeurs du site. Le rapport est daté du 24/03/2022 a été remis à la suite de la visite.</p> <p>Ce rapport conclut à l'émission d'odeurs en concentration dépassant largement les 1000 uoE/m<sup>3</sup>, en provenance principalement de la benne à gâteaux de filtration et des cheminées atomiseurs, ainsi que dans une moindre mesure de la benne déchets et du local épuration. Pour certains de ces points, le rapport propose des pistes d'amélioration (portes, direction des rejets en cheminée, etc.).</p> <p>Ce point constitue une <b>non-conformité</b>.</p> <p>L'inspection demande donc à l'exploitant de fournir <b>un plan d'actions</b>, en lien avec les résultats de l'étude, pour permettre le respect des prescriptions de l'AP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 3 : Suites de la dernière visite : porter à connaissance**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 29/10/2021, article al. 5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Porter à la connaissance du préfet les modifications réalisées et le cas échéant, celles prévues à court terme, conformément aux dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, en vous positionnant par rapport à l'examen au cas par cas dont relèvent les ICPE à autorisation en cas de modification en application de l'article R. 122-2 du code susmentionné.
<b>Constats :</b> À ce jour, l'exploitant n'a pas transmis au préfet les modifications apportées au site depuis l'arrêté préfectoral de 2020 (aménagement du fond de parcelle, mise en place de silencieux, etc.). Cette demande reste donc d'actualité. L'exploitant pourra utilement intégrer à ce porter à connaissance le résultat des réflexions menées sur les autres points abordés dans le cadre de ce rapport : actions liées aux odeurs, rejets aqueux, rejets atmosphériques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Rejets aqueux : fréquence de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Au niveau des rejets d'eau résiduaire, le pH et la température sont mesurés et enregistrés en continu. Les systèmes de contrôle en continu doivent déclencher sans délai une alarme en cas de dépassements des normes de rejet en pH et température. L'azote flobal, la DBO5, la DCO sont mesurés une fois par mois. Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées. Il est effectué également une mesure trimestrielle du phosphore global, et une mesure semestrielle de l'indice phénol. Par ailleurs, une fois par an, l'ensemble des paramètres pour lesquels sont définis une valeur limite d'émission (4.4.2.2.) sont mesurés par un organisme agréé. Une fois par an, une synthèse des résultats avec commentaires écrits sur les causes de dépassements éventuellement constatés et présentation des actions correctives mises en œuvre ou envisagées est transmise au préfet.
<b>Constats :</b> Les mesures mensuelles ont été réalisées et transmises via la plate-forme GIDAF pour 2022, à l'exception du mois d'août. Pour 2023, les mesures ont également été transmises pour le premier semestre. Les mesures phénol semestrielles pour 2022 ont été transmises. L'inspection n'a pas eu connaissance des mesures phosphore, ni de la mesure annuelle de tous les paramètres par un organisme externe.
<b>Ce point constitue une non-conformité.</b> L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer du bon respect des fréquences de surveillance de ses rejets aqueux pour l'année 2023, et de transmettre les résultats via la plate-forme GIDAF pour les paramètres où cela est possible, par courrier électronique sinon. <b>Le cadre GIDAF de l'exploitant sera mis à jour afin de faciliter cette remontée d'information.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 5 : Rejets aqueux : valeurs limite d'émission**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5,5 et 8,5</li><li>- Température inférieure à 30°C</li><li>- Teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/L</li><li>- Teneur en métaux totaux inférieure à 15 mg/L</li><li>- Teneur en matières en suspension inférieure à 600 mg/L</li><li>- Demande Chimique en Oxygène inférieure à 3000 mg/L</li><li>- Demande Biologique en Oxygène en 5 jours inférieure à 1200 mg/L</li><li>- Teneur en solvants halogénés inférieure à 1 mg/L</li><li>- Phosphore total inférieur à 50 mg/L</li><li>- Indice phénol inférieur à 0,3 mg/L</li><li>- Azote global inférieur à 150 mg/L (exprimé en N)</li><li>- Le rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) est inférieur à 2,5.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Les mesures 2022 montrent des dépassements récurrents en DBO5 et en azote global, ainsi que des écarts en pH.</p> <p>En 2023, des dépassements récurrents en température sont observés.</p> <p>Une très longue indisponibilité des appareils de mesure (enregistreur en continu, puis débitmètre) ne permet par ailleurs pas de répondre aux exigences de l'arrêté.</p> <p>Les résultats présentent par ailleurs des dépassements récurrents sur les mesures phénol, sans que l'exploitant parvienne à en identifier l'origine. Mi-2022, l'exploitant a sollicité un organisme pour réaliser des mesures d'indice phénol en différents points, afin de repérer l'équipement éventuellement en cause.</p> <p><b>Ce point constitue une non-conformité.</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, en lien avec le point de contrôle précédent, de s'assurer du respect des valeurs limite d'émission pour chacun des paramètres à surveiller. Pour le <b>phénol</b>, un plan d'action devra être proposé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 6 : Rejets atmosphériques : atomiseurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 3.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur les rejets n°1 et n°2 (atomiseurs), l'exploitant réalise une mesure annuelle d'autosurveillance du paramètre « Poussières ».
<b>Constats :</b> La mesure annuelle d'autosurveillance en poussières des points de rejet 1 et 2 (atomiseurs) n'est pas réalisée. Sur l'un des conduits, la trappe de prélèvement ne semble pas conforme aux normes en vigueur (partie coudée). L'exploitant n'est donc pas en mesure de justifier du respect de la valeur limite de rejet, fixée à 100 mg/Nm <sup>3</sup> . Cependant, au vu de ses équipements, non-conformes à l'état de l'art actuel, il soupçonne un rejet non-conforme de poussières fines. Plusieurs stratégies, aux contraintes et coûts différents, étaient à l'étude au jour de la visite (externalisation, installation d'un laveur, installation de filtres).  <b>Ce point constitue une non-conformité.</b> L'inspection demande à l'exploitant d'assurer la surveillance de ses rejets atmosphériques conformément à l'arrêté préfectoral dès 2023, et de définir et porter à la connaissance du préfet la stratégie retenue pour la réduction des rejets de poussières, le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 7 : Sécheresse : consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'approvisionnement en eau est réalisé à partir du réseau public d'eau potable, pour un volume annuel d'environ 83 000 m <sup>3</sup> . Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont interdits.
<b>Constats :</b> D'après la déclaration effectuée pour 2022 via la plate-forme GEREP, l'exploitant a consommé en 2022 : <b>78 181 m<sup>3</sup> d'eau</b> , en provenance exclusive du réseau d'eau potable. Ce total est inférieur au volume maximum indiqué dans son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 8 : Sécheresse : mesures générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/09/2020, article 4.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none"><li>- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,</li><li>- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie,</li><li>- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'autosurveillance,</li><li>- de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.</li></ul>
<b>Constats :</b> Ces exigences sont prescrites par arrêté préfectoral mais ne font pas l'objet d'une procédure explicite. En période de sécheresse, l'exploitant ne formalise pas de relevé hebdomadaire de consommation d'eau ou de mesures de réduction des prélèvements, autre que les mesures générales de l'arrêté préfectoral. Il n'y a pas de renforcement de surveillance des rejets ou de mesures particulières de limitation des rejets polluants, prises lors des passages de seuils d'alerte, alerte renforcée ou crise.  Ce point ne fait pas l'objet de suites dans le cadre de ce rapport, mais l'exploitant est informé que les prescriptions applicables en cas de sécheresse sont susceptibles d'être précisées dans les prochaines semaines, en lien avec les orientations globales de la stratégie de gestion des périodes de sécheresse. L'exploitant a par exemple été destinataire d'un courrier visant à mettre en place des modalités de remontée d'information sur les consommations et rejets en eau, à destination des gros consommateurs d'eau dont le site fait partie. Ce sujet fera potentiellement l'objet de nouveaux échanges entre inspection et exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet